

Questions orales

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, la question pourra fort bien venir sur le tapis, bien que ce ne soit pas le but précis de la réunion. Les fonctionnaires provinciaux en ont déjà discuté de façon générale au moment où les fonctionnaires fédéraux les ont mis au courant des entretiens dans le cadre de l'Agence internationale de l'énergie.

M. Gillies: Le gouvernement a-t-il proposé un prix plancher?

M. Macdonald (Rosedale): Non, monsieur.

* * *

L'ADMINISTRATION FÉDÉRALE

LE CONTRAT DE PUBLICITÉ ADJUGÉ À PRICE, RUBIN ET COMPAGNIE—LE MONTANT VERSÉ À LA FIRME—LA QUESTION DE L'APPROBATION DU CONSEIL DU TRÉSOR

M. Walter Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre du Travail. Le 20 décembre, comme l'atteste la page 2438 du hansard, j'ai posé quelques questions au ministre concernant un contrat de publicité de \$250,000 adjugé à Price, Rubin et associés. Le ministre avait alors déclaré que les média, en l'occurrence, les publications en langues étrangères, versaient 17 p. 100 du montant à l'agence de publicité. Depuis lors, le ministre a-t-il approfondi la question? Si oui, peut-il confirmer que Price, Rubin et associés n'a reçu que 17 p. 100 des \$250,000 du contrat de publicité?

L'hon. John C. Munro (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, que le député de Grenville-Carleton sache que quand j'ai dit 17 p. 100, je ne parlais pas expressément de cette société. Sauf erreur, dans le cas des contrats de publicité, des contrats que les gouvernements signent avec des agences de publicité, qui prévoient les conditions à long terme applicables aux agences de publicité concessionnaires, les média eux-mêmes versent la commission, si vous voulez, en guise de paiement pour services professionnels. C'est pratique courante chez toutes les agences de publicité et les média. Je peux vérifier si le pourcentage est vraiment de 17 p. 100 mais, quoi qu'il en soit, je suis certain qu'il s'applique à Price, Rubin et associés.

M. Baker (Grenville-Carleton): Je remercie le ministre et j'attends une réponse à cette question. Je me demande si le ministre pourrait en profiter pour se renseigner lui-même et peut-être dire à la Chambre si le Conseil du Trésor avait approuvé les modalités mêmes du contrat en question.

M. Munro (Hamilton-Est): Le député se souviendra sans doute que c'était le président du Conseil du Trésor qui avait répondu à sa question.

M. Baker (Grenville-Carleton): Non, ce n'est pas le cas. Vous pouvez vérifier, John.

M. Munro (Hamilton-Est): Je vais vérifier.

* * *

LA FONCTION PUBLIQUE

LA GRÈVE DES COLS BLEUS—DEMANDE EN FAVEUR DES OUVRIERS AVERTIS DE RESPECTER LES PIQUETS DE GRÈVE

M. Robert McCleave (Halifax-East Hants): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au président suppléant du

Conseil du Trésor ou au ministre de la Défense nationale. Elle a trait à la récente grève des cols bleus. Le gouvernement reviendrait-il sur sa décision de ne pas payer certains non-grévistes du même syndicat, à Willow Park, Halifax, où se trouve la base d'approvisionnement des forces armées, qui n'ont pas travaillé parce que leurs supérieurs les avaient avertis de respecter les piquets de grève pour éviter toute violence? Certains ont perdu jusqu'à quatre jours de salaire, même s'ils voulaient travailler.

L'hon. C. M. Drury (président suppléant du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, je me ferai un plaisir d'examiner cette question pour le président du Conseil du Trésor.

* * *

● (1450)

LES FINANCES

LA POSSIBILITÉ DE RESTRICTIONS QUANT À LA VENTE D'OBLIGATIONS CANADIENNES AUX É.-U.—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Comme le marché des obligations des États-Unis a été fort éprouvé ces jours derniers, ce qui a obligé plusieurs municipalités canadiennes à retarder leurs émissions, le ministre nous dirait-il si, au cours de la visite de M. Simon, ce dernier aurait laissé entendre que les emprunts canadiens sur le marché des États-Unis seraient réduits pendant l'année qui vient?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Non, monsieur l'Orateur.

LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT QUANT À L'INVESTISSEMENT DE PÉTRODOLLARS AU CANADA

M. J. Robert Howie (York-Sunbury): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Nous dirait-il s'il encourage ou décourage l'investissement de pétrodollars dans des titres de créance au Canada, en particulier dans les hypothèques sur immeubles ou biens fonciers.

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, si les capitaux viennent à nous, nous les laissons venir.

* * *

LES GRAINS

LES RESPONSABLES DE L'AFFRÈTEMENT D'UN SUPER-CÉRÉALIER POUR LA FOURNITURE DE SECOURS AU BANGLADESH

M. Gordon Towers (Red Deer): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture et a trait à sa participation à la conférence de Rome sur l'alimentation. Il faut environ un mois pour charger de grains à destination du Bangladesh le cargo *Amoco Cairo*, l'un des plus gros navires à avoir jamais mouillé dans le port de Vancouver, puisqu'il faut le touer en eaux profondes plusieurs fois en cours de chargement afin de le tourner et d'assurer son équilibre; en outre, ce navire devra jeter l'ancre à 65 milles de sa destination, en raison du peu de